



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 08/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PETIT PIERRE

ZI de Landacres
62360 Hesdin-l'Abbé

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\PETIT PIERRE_Hesdin
l'Abbé_0007003454\2_Inspections\2024_06_26_ied eau
Code AIOT : 0007003454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement PETIT PIERRE implanté PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES 62360 HESDIN L'ABBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETIT PIERRE
- PARC D'ACTIVITES DE LANDACRES 62360 HESDIN L'ABBE
- Code AIOT : 0007003454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site PETIT PIERRE est une usine de transformation de produits de la mer. Elle produit des

conserves de poissons avec ou légumes et sauces.

Le site emploie une centaine d'employés. Le site dispose d'un arrêté préfectoral en date du 27/10/2004.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dossier de réexamen	Décision d'exécution du 12/11/2019, article -	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative /IED	Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.515-58	Sans objet
2	Consommation eau	Arrêté Préfectoral du 27/10/2004, article 8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site PETIT PIERRE est bien un site qui relève de la directive IED pour la rubrique 3642-3-a.

Le site n'a pas remis son dossier de réexamen avant le 4 décembre 2020. Un arrêté de mise en demeure est donc proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative /IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.515-58
Thème(s) : Situation administrative, rubrique ICPE
Prescription contrôlée : Le site PETIT PIERRE est soumis à la directive IED selon la rubrique 3642. L'exploitant avait souhaité être déclassé puis il est revenu sur sa décision. Un point sur la situation administrative de l'établissement et notamment sur cet élément de la réglementation est nécessaire.
Constats : Le site PETIT PIERRE situé sur la zone d'activité de Landacres à HESDIN L'ABBE est bien concerné par la rubrique 3642-3-a. Il produit plus de 75t/j de produits finis. Le site produit des conserves de poissons type hareng, maquereau, thon.. avec ou sans légumes et avec ou sans sauces.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consommation eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2004, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau
Prescription contrôlée : La consommation d'eau annuelle est limitée à 100 750 m3.
Constats : La consommation d'eau pour 2023 est de 91 687 m3. Elle respecte le maximum annuel de l'arrêté d'autorisation. Le site consomme plus de 50 000 m3/an, il sera prochainement prescrit à l'exploitant la remise d'une étude technico-économique sur les consommations d'eau. Au regard de la situation hydrologique de la région des Hauts-de-France et du département, le Pas-de-Calais a été placé en situation de vigilance sécheresse dès le 13 mai 2022 et d'alerte sécheresse par arrêtés de restrictions d'usage des 15 juillet, 12 août, 26 août (alerte renforcée) et 07 septembre 2022. Plusieurs bassins versants sont concernés, notamment les bassins versants de l'Audomarois et du delta de l'Aa, les bassins versants côtiers du Boulonnais, le bassin versant de la Lys et le bassin versant de la Canche. Dans l'objectif de réduire les prélèvements d'eau effectués dans les masses d'eau souterraines, les masses d'eau superficielles et les réseaux de distribution publics par les ICPE, l'inspection des installations classées a lancé en 2019 une action pluriannuelle auprès des établissements recensés comme gros consommateurs [prélevant plus de 50 000 m3/an (autorisé ou réellement prélevé)] quelque soit le milieu de prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dossier de réexamen

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article -
Thème(s) : Risques chroniques, BREF FDM
Prescription contrôlée : Le 4 décembre 2019, sont parues au JOUE les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du secteur d'activité des industries agroalimentaires et laitières. Les industriels concernaient devaient transmettre leur dossier de réexamen avant le 4 décembre 2020 pour que l'inspection réexamine les conditions d'autorisation de ces installations.
Constats : L'exploitant n'a pas remis son dossier de réexamen. Il est proposé un projet d'arrêté de mise en demeure de déposer un dossier de réexamen sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois